

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 5. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 5. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

F. 99 — 1615

[C - 99/00209]

25 MAI 1999. — Arrêté ministériel fixant le modèle de la demande que les citoyens non belges de l'Union européenne établis en Belgique doivent introduire auprès de la commune de leur résidence principale s'ils souhaitent être inscrits sur la liste des électeurs dressée en prévision des élections communales, ainsi que les modèles de la décision par laquelle le collège des bourgmestre et échevins soit agréé cette demande, soit la rejette

Le Ministre de l'Intérieur,

Vu la loi du 27 janvier 1999 modifiant la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales, la nouvelle loi communale et la loi électorale communale, et portant exécution de la directive du Conseil de l'Union européenne n° 94/80/CE du 19 décembre 1994;

Vu la loi électorale communale coordonnée le 4 août 1932, notamment l'article 1^{er} bis, § 2, alinéas 1^{er} et 9, inséré par la loi précitée du 27 janvier 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que la loi précitée du 27 janvier 1999 est entrée en vigueur le 9 février 1999; que depuis cette dernière date, les citoyens non belges de l'Union européenne établis sur notre territoire peuvent s'adresser à la commune de leur résidence principale aux fins d'obtenir leur agrément comme électeur pour les élections communales du 8 octobre de l'an 2000; qu'il est dès lors impérieux de fixer sans délai le modèle de la demande qu'il leur appartient d'introduire à cet effet auprès de ladite commune,

Arrête :

Article 1^{er}. La demande que les citoyens non belges de l'Union européenne établis en Belgique doivent introduire auprès de la commune de leur résidence principale s'ils souhaitent être inscrits sur la liste des électeurs dressée en prévision des élections communales est établie sur un formulaire conforme au modèle figurant à l'annexe 1 du présent arrêté.

Art. 2. La décision par laquelle le collège des bourgmestre et échevins agréé la demande visée à l'article 1^{er} est établie sur un formulaire conforme au modèle figurant à l'annexe 2 du présent arrêté.

Art. 3. La décision par laquelle le collège des bourgmestre et échevins rejette la demande visée à l'article 1^{er} est établie sur un formulaire conforme au modèle figurant à l'annexe 3 du présent arrêté.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 25 mai 1999.

L. VAN DEN BOSSCHE

N. 99 — 1615

[C - 99/00209]

25 MEI 1999. — Ministerieel besluit tot vaststelling van het model van de aanvraag die de niet-Belgische burgers van de Europese Unie die in België gevestigd zijn, moeten indienen bij de gemeente van hun hoofdverblijfplaats als zij wensen ingeschreven te worden op de kiezerslijst die opgesteld wordt voor de gemeenteraadsverkiezingen, evenals de modellen van de beslissing waarbij het college van burgemeester en schepenen deze aanvraag ofwel erkent, ofwel verwerpt

De Minister van Binnenlandse Zaken,

Gelet op de wet van 27 januari 1999 tot wijziging van de wet van 19 oktober 1921 tot regeling van de provincieraadsverkiezingen, van de nieuwe gemeentewet en van de gemeentekieswet, en tot uitvoering van de richtlijn van de Raad van de Europese Unie nr. 94/80/EG van 19 december 1994;

Gelet op de gemeentekieswet, gecoördineerd op 4 augustus 1932, inzonderheid op artikel 1bis, § 2, eerste en negende lid, ingevoegd bij de voormelde wet van 27 januari 1999;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, eerste lid, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de voormelde wet van 27 januari 1999 in werking getreden is op 9 februari 1999; dat de niet-Belgische burgers van de Europese Unie die op ons grondgebied gevestigd zijn, zich sinds die datum kunnen richten tot de gemeente van hun hoofdverblijfplaats om erkend te worden als kiezer voor de gemeenteraadsverkiezingen van 8 oktober van het jaar 2000; dat derhalve onverwijld het model bepaald moet worden van de aanvraag die zij daartoe moeten indienen bij de voormelde gemeente,

Besluit :

Artikel 1. De aanvraag die de niet-Belgische burgers van de Europese Unie die in België gevestigd zijn, moeten indienen bij de gemeente van hun hoofdverblijfplaats als zij wensen ingeschreven te worden op de kiezerslijst die opgesteld wordt voor de gemeenteraadsverkiezingen, wordt opgemaakt op een formulier overeenkomstig het model dat als bijlage 1 van dit besluit opgenomen is.

Art. 2. De beslissing waarbij het college van burgemeester en schepenen de in artikel 1 bedoelde aanvraag erkent, wordt opgemaakt op een formulier overeenkomstig het model dat als bijlage 2 van dit besluit opgenomen is.

Art. 3. De beslissing waarbij het college van burgemeester en schepenen de in artikel 1 bedoelde aanvraag verwerpt, wordt opgemaakt op een formulier overeenkomstig het model dat als bijlage 3 van dit besluit opgenomen is.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 25 mei 1999.

L. VAN DEN BOSSCHE

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Annexe 1. — Modèle de la demande que les citoyens non belges de l'Union européenne établis en Belgique doivent introduire auprès de la commune de leur résidence principale s'ils souhaitent être inscrits sur la liste des électeurs dressée en prévision des élections communales.

Je soussigné(e)

- nom et prénoms :

- date de naissance :

- adresse :

- nationalité (1) :

sollicite par la présente, conformément à l'article 1^{er} bis, § 2, de la loi électorale communale, y inséré par la loi du 27 janvier 1999, mon inscription sur la liste des électeurs qui est dressé tous les six ans, en prévision du renouvellement ordinaire des conseils communaux, le 1^{er} août de l'année durant laquelle ce renouvellement a lieu.

J'affirme sur l'honneur n'avoir pas fait l'objet en Belgique d'une condamnation ou d'une décision entraînant dans mon chef l'exclusion ou la suspension des droits électoraux par application des articles 6 à 9bis du Code électoral.

Je déclare avoir connaissance :

— que si ma demande d'inscription sur la liste des électeurs est agréée (2), je suis tenu(e) de me présenter au scrutin sous peine des sanctions prévues par la loi électorale belge et visées aux articles 207 à 210 du Code électoral, lesquels sont applicables aux élections communales en vertu de l'article 62 de la loi électorale communale coordonnée le 4 août 1932;

— que ma demande d'inscription sur la liste des électeurs peut être refusée s'il apparaît :

* que je n'aurai pas atteint l'âge de dix-huit ans accomplis à la date des premières élections communales suivant la signature de la présente;

* qu'à cette date, je tomberai sous l'application des articles 6 à 9bis du Code électoral du chef d'une condamnation ou d'une décision prononcée en Belgique;

— que même dans le cas où ma demande d'inscription sur la liste des électeurs est agréée, cet agrément pourra faire l'objet d'un retrait si après son octroi,

* je fais l'objet d'une condamnation ou d'une décision prononcée en Belgique, entraînant dans mon chef, par application des articles 6 à 9bis du Code électoral, soit l'exclusion définitive des droits électoraux, soit la suspension, à la date des élections, de ces mêmes droits;

* il apparaît que je cesse de posséder la nationalité d'un Etat membre de l'Union européenne ou que j'ai été rayé définitivement des registres de la population en Belgique, soit pour avoir omis de déclarer mon changement de résidence sans que ma nouvelle résidence ait été découverte, soit pour avoir transféré ma résidence à l'étranger;

— que si ma demande d'inscription est refusée, je bénéficie de la procédure de réclamation et de recours prévue à l'article 1^{er} bis, § 3, de la loi électorale communale, y inséré par la loi du 27 janvier 1999 (3).

Fait à, le (4)

(Signature)

— visa du service responsable du casier judiciaire communal

— visa du service de la population (vérification de l'inscription)

Accusé de réception (5)

La demande d'inscription de M. (Mme) (nom et prénoms) a été reçue par le service de la population le (date).

Sceau de la commune

Signature du préposé

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 25 mai 1999.

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE

Notes (à reproduire au verso ou à annexer au formulaire de demande)

(1) Indiquer ici votre nationalité, parmi celles ci-après énumérées : danoise, allemande, grecque, espagnole, française, irlandaise, italienne, luxembourgeoise, néerlandaise, portugaise, anglaise, autrichienne, finlandaise, suédoise.

(2) Le collège des bourgmestre et échevins vérifie si le demandeur remplit les conditions de l'électorat et lorsque tel est le cas, il lui notifie par lettre recommandée à la poste, sa décision de l'inscrire sur la liste des électeurs. Mention de cette inscription est en outre portée dans les registres de la population.

Les conditions de l'électorat sont les suivantes : posséder la nationalité d'un Etat membre de l'Union européenne (cfr. note 1), être âgé de dix-huit ans accomplis, être inscrit aux registres de population de la commune auprès de laquelle la demande est introduite et ne pas se trouver dans l'un des cas d'exclusion ou de suspension des droits électoraux prévus par les articles 6 à 9bis du Code électoral.

Les conditions d'âge et de non-suspension ou de non-exclusion des droits électoraux doivent être remplies au plus tard le jour de l'élection.

(3) Lorsque le demandeur ne remplit pas l'une ou l'autre des conditions de l'électorat, le collège de bourgmestre et échevins de la commune de sa résidence lui notifie par lettre recommandée à la poste, en le motivant, son refus de l'inscrire sur la liste des électeurs.

Dans ce cas, le demandeur peut, dans les dix jours de cette notification, faire valoir ses objections éventuelles par lettre recommandée à la poste adressée au collège des bourgmestre et échevins. Le collège se prononce dans les huit jours de la réception de la réclamation et sa décision est immédiatement notifiée à l'intéressé par lettre recommandée à la poste.

Si le collège des bourgmestre et échevins maintient sa décision de refus, le demandeur peut interjeter appel de cette décision devant la Cour d'appel dans un délai de huit jours à compter de la notification visée à l'alinéa précédent.

L'appel est introduit par une requête remise au procureur général près la Cour d'appel. Celui-ci en informe aussitôt le collège des bourgmestre et échevins de la commune concernée.

Les parties disposent d'un délai de dix jours à dater de la remise de la requête pour déposer de nouvelles conclusions. Ce délai expiré, le procureur général envoie dans les deux jours le dossier, auquel sont jointes les nouvelles pièces ou conclusions, au greffier en chef de la Cour d'appel qui en accuse réception.

Pour le surplus, la procédure devant la Cour d'appel est réglée par les articles 28 à 39 du Code électoral.

Le dispositif de l'arrêt rendu par la Cour d'appel est notifié sans délai et par tous moyens, par les soins du ministère public, au collège des bourgmestre et échevins qui a rendu la décision dont appel et aux autres parties.

Exécution immédiate est donnée à l'arrêt au cas où celui-ci emporte reconnaissance de la qualité d'électeur dans le chef de l'appelant.

Il est statué sur le recours tant en l'absence qu'en la présence des parties. Les arrêts rendus par la Cour d'appel en cette matière sont réputés contradictoires et ne sont susceptibles d'aucun recours.

(4) Les demandes d'inscription sur la liste des électeurs dressée en prévision des élections communales peuvent être introduites à tout moment, sauf durant la période qui s'écoule entre le jour de l'établissement de cette liste (le 1^{er} août de l'année durant laquelle le renouvellement ordinaire des conseils communaux a lieu) et le jour de l'élection en prévision de laquelle ladite liste est établie. Dès le lendemain du jour de l'élection, elles peuvent à nouveau être introduites.

De même, à tout moment, sauf durant la période visée à l'alinéa précédent, toute personne qui a été agréée en qualité d'électeur peut déclarer par écrit auprès de la commune où elle a établi sa résidence principale, renoncer à cette qualité.

L'agrément en qualité d'électeur reste valable aussi longtemps que l'intéressé continue à réunir les conditions de l'électorat et n'a pas renoncé à sa qualité d'électeur, quelle que soit la commune de sa résidence en Belgique.

Si après avoir été agréé en qualité d'électeur, le citoyen non belge de l'Union européenne a déclaré par écrit auprès de la commune de sa résidence principale, renoncer à cette qualité, il ne peut réintroduire une nouvelle demande d'agrément comme électeur qu'après les élections communales en prévision desquelles il avait été inscrit en ladite qualité.

(5) L'accusé de réception de la demande est détaché par le préposé de l'administration communale et est remis au demandeur, après avoir été dûment daté et signé et estampillé du sceau de la commune.

Bijlage 1. — Model van de aanvraag die de niet-Belgische burgers van de Europese Unie die in België gevestigd zijn, moeten indienen bij de gemeente van hun hoofdverblijfplaats als zij wensen ingeschreven te worden op de kiezerslijst die opgesteld wordt voor de gemeenteraadsverkiezingen.

Ik, ondergetekende,

- naam en voornamen :

- geboortedatum :.....

- adres :.....

- nationaliteit (1) :.....

vraag hierbij, overeenkomstig artikel 1*bis*, § 2, van de gemeentekieswet, daarin ingevoegd bij de wet van 27 januari 1999, mijn inschrijving op de kiezerslijst die om de zes jaar opgesteld wordt, voor de gewone vernieuwing van de gemeenteraden, op 1 augustus van het jaar waarin deze vernieuwing plaatsvindt.

Ik verklaar op mijn erewoord dat ik in België geen veroordeling opgelopen heb of het voorwerp geweest ben van een beslissing die voor mij tot de uitsluiting of de schorsing van mijn kiesrechten geleid heeft krachtens de artikelen 6 tot 9*bis* van het Kieswetboek.

Ik verklaar te weten :

— dat ik, indien mijn aanvraag tot inschrijving op de kiezerslijst erkend wordt (2), mij voor de stemming moet aanmelden, op straffe van de sancties waarin de Belgische kieswet voorziet en die bedoeld worden in de artikelen 207 tot 210 van het Kieswetboek, en die van toepassing zijn op de gemeenteraadsverkiezingen krachtens artikel 62 van de gemeentekieswet, gecoördineerd op 4 augustus 1932;

— dat mijn aanvraag tot inschrijving op de kiezerslijst geweigerd kan worden als blijkt :

* dat ik de volle leeftijd van achttien jaar niet bereikt heb op de datum van de eerste gemeenteraadsverkiezingen die volgen op de ondertekening van deze aanvraag;

* dat ik, op die datum, onder de toepassing van de artikelen 6 tot 9*bis* van het Kieswetboek zou vallen omwille van een veroordeling of een beslissing die in België uitgesproken is;

— dat zelfs ingeval mijn aanvraag tot inschrijving op de kiezerslijst erkend wordt, die erkenning ingetrokken kan worden als na de toekenning ervan,

* ik een veroordeling oploop of het voorwerp word van een beslissing die in België uitgesproken wordt, en die voor mij, krachtens de artikelen 6 tot 9*bis* van het Kieswetboek, leidt tot ofwel de definitieve uitsluiting van de kiesrechten, ofwel de schorsing, op de dag van de verkiezingen, van diezelfde rechten;

* blijkt dat ik niet langer de nationaliteit van een Lid-Staat van de Europese Unie bezit, of ik definitief uit de bevolkingsregisters geschrapt ben in België, hetzij omdat ik nagelaten heb mijn verandering van verblijfplaats aan te geven zonder dat mijn nieuwe verblijfplaats ontdekt werd, hetzij omdat ik mijn verblijfplaats naar het buitenland overgebracht heb;

— dat ik, als mijn aanvraag tot inschrijving geweigerd wordt, gebruik kan maken van de bezwaarschrift- en beroepsprocedure waarin voorzien wordt in artikel 1*bis*, § 3, van de gemeentekieswet, daarin ingevoegd bij de wet van 27 januari 1999 (3).

Gedaan te op (4)

(Handtekening)

— visum van de dienst die verantwoordelijk is voor het gemeentelijk strafregister

— visum van de dienst bevolking (controle van de inschrijving)

Ontvangstbewijs (5)

De aanvraag tot inschrijving van de heer (mevrouw) (naam en voornamen) werd door de dienst bevolking in ontvangst genomen op (datum).

Gemeentestempel

Handtekening van de beambte

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 25 mei 1999.

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

Eindnoten (aan te brengen op de achterzijde of als bijlage van het aanvraagformulier)

(1) Hier uit de hierna opgesomde nationaliteiten, uw nationaliteit aanduiden : Deense, Duitse, Griekse, Spaanse, Franse, Ierse, Italiaanse, Luxemburgse, Nederlandse, Portugese, Engelse, Oostenrijkse, Finse, Zweedse.

(2) Het college van burgemeester en schepenen gaat na of de aanvrager de kiesbevoegdheidsvoorwaarden vervult en wanneer dat het geval is, betekent het per bij de post aangetekende brief, zijn beslissing om hem in te schrijven op de kiezerslijst. Deze inschrijving wordt tevens vermeld in de bevolkingsregisters.

De kiesbevoegdheidsvoorwaarden zijn de volgende : de nationaliteit van een Lid-Staat van de Europese Unie (cf. eindnoot 1) bezitten, de volle leeftijd van achttien jaar bereikt hebben, ingeschreven zijn in de bevolkingsregisters van de gemeente waarbij de aanvraag ingediend is, en zich niet in één van de gevallen van uitsluiting of schorsing van de kiesrechten bevinden waarin voorzien wordt door de artikelen 6 tot 9bis van het Kieswetboek.

Aan de voorwaarden inzake leeftijd en niet-schorsing of niet-uitsluiting van de kiesrechten moet ten laatste op de dag van de verkiezing voldaan zijn.

(3) Wanneer de aanvrager één van de kiesbevoegdheidsvoorwaarden niet vervult, betekent het college van burgemeester en schepenen van de gemeente van verblijfplaats hem, per bij de post aangetekende brief, de gemotiveerde weigering hem in te schrijven op de kiezerslijst.

In dat geval kan de aanvrager binnen tien dagen na die betekening, zijn eventuele bezwaren per bij de post aangetekende brief gericht aan het college van burgemeester en schepenen, meedelen. Het college doet binnen acht dagen na de ontvangst van het bezwaarschrift uitspraak, en zijn beslissing wordt onmiddellijk per bij de post aangetekende brief meegedeeld aan de betrokkene.

Als het college van burgemeester en schepenen bij zijn beslissing tot weigering blijft, kan de aanvrager beroep aantekenen tegen deze beslissing voor het Hof van Beroep, binnen een termijn van acht dagen na de in het vorige lid bedoelde betekening.

Het beroep wordt ingediend door middel van een verzoekschrift dat bezorgd wordt aan de procureur-generaal van het Hof van Beroep. Hij brengt het college van burgemeester en schepenen van de betrokken gemeente daarvan zo snel mogelijk op de hoogte.

De partijen beschikken over een termijn van tien dagen vanaf de indiening van het verzoekschrift, om nieuwe conclusies in te dienen. Van zodra die termijn verstreken is, stuurt de procureur-generaal het dossier met de nieuwe stukken of conclusies, binnen twee dagen naar de hoofdgriffier van het Hof van Beroep, die daarvan ontvangst bericht.

Voor het overige wordt de procedure voor het Hof van Beroep geregeld door de artikelen 28 tot 39 van het Kieswetboek.

Het dispositief van het arrest dat gewezen wordt door het Hof van Beroep, wordt onverwijld en met alle middelen, door het openbaar ministerie betekend aan het college van burgemeester en schepenen dat de beslissing genomen heeft waartegen het beroep ingesteld is, en aan de andere partijen.

Het arrest wordt onmiddellijk uitgevoerd ingeval het leidt tot de erkenning van de hoedanigheid van kiezer voor de eiser.

Er wordt uitspraak gedaan over het beroep, zowel bij afwezigheid als bij aanwezigheid van de partijen. De arresten die door het Hof van Beroep gewezen worden in die aangelegenheid, zijn geacht op tegenspraak te zijn gewezen, en er kan geen enkel beroep tegen ingesteld worden.

(4) De aanvragen tot inschrijving op de kiezerslijst die opgesteld wordt voor de gemeenteraadsverkiezingen, kunnen op elk moment ingediend worden, behalve tijdens de periode tussen de opstelling van die lijst (1 augustus van het jaar waarin de gewone vernieuwing van de gemeenteraden plaatsvindt) en de dag van de verkiezing waarvoor de lijst opgesteld is. Vanaf de dag na de verkiezingen mogen er opnieuw aanvragen ingediend worden.

Op gelijkaardige manier kan iedere persoon die erkend is als kiezer, op elk moment behalve tijdens de in het vorige lid bedoelde periode, schriftelijk bij de gemeente waar hij zijn hoofdverblijfplaats gevestigd heeft, verklaren dat hij afziet van die hoedanigheid.

De erkenning als kiezer blijft geldig zolang de betrokkene blijft voldoen aan de kiesbevoegdheidsvoorwaarden en hij niet afgezien heeft van zijn hoedanigheid van kiezer, ongeacht de gemeente van zijn verblijfplaats in België.

Als de niet-Belgische burger van de Europese Unie, na erkend te zijn als kiezer, bij de gemeente van zijn hoofdverblijfplaats schriftelijk verklaard heeft dat hij afziet van die hoedanigheid, kan hij pas na de gemeenteraadsverkiezingen waarvoor hij in die hoedanigheid ingeschreven was, een nieuwe aanvraag tot erkenning als kiezer indienen.

(5) Het ontvangstbewijs van de aanvraag wordt losgemaakt door de beambte van het gemeentebestuur en bezorgd aan de aanvrager, nadat het naar behoren gedagtekend en ondertekend is, en afgestempeld is met het zegel van de gemeente.

Annexe 2. — Modèle de décision par laquelle le collège des bourgmestre et échevins agrée la demande que doit introduire le citoyen non belge de l'Union européenne auprès de la commune de sa résidence principale s'il souhaite être inscrit sur la liste des électeurs dressée en prévision des élections communales.

Commune de

Arrondissement administratif de

Le collège des bourgmestre et échevins,

Vu la demande d'inscription sur la liste des électeurs dressée en prévision des

élections communales, introduite par (nom, prénoms et adresse complète) le (date de l'introduction de la demande);

Considérant que l'intéressé(e) réunit les conditions de l'électorat pour participer auxdites élections en tant qu'électeur (électrice);

Considérant que l'intéressé(e) est inscrit(e) aux registres de population de la commune et qu'il a introduit sa demande en temps opportun (1),

Agrée la demande d'inscription sur la liste des électeurs introduite par la personne précitée (2) et (3).

Le (date)

Par le Collège :

Le Secrétaire,
(nom et signature)

Le Bourgmestre,
(nom et signature)

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 25 mai 1999.

Le Ministre de l'Intérieur,

L. VAN DEN BOSSCHE

Notes (à reproduire au verso ou à annexer au formulaire)

(1) La demande doit être déclarée irrecevable si elle a été introduite durant la période prenant cours le jour de l'établissement de la liste des électeurs (le 1^{er} août de l'année durant laquelle le renouvellement ordinaire des conseils communaux a lieu) et expirant le jour de l'élection en prévision de laquelle ladite liste a été établie.

(2) La présente décision doit être notifiée à l'intéressé(e) par lettre recommandée à la poste. Mention de l'inscription qui en résulte est en outre portée dans les registres de la population.

(3) Sauf durant la période visée à la note 1, toute personne qui a été agréée en qualité d'électeur peut déclarer par écrit auprès de la commune où elle a établi sa résidence principale, renoncer à cette qualité.

L'agrément en qualité d'électeur reste valable aussi longtemps que l'intéressé continue à réunir les conditions de l'électorat et n'a pas renoncé à sa qualité d'électeur, quelle que soit la commune de sa résidence en Belgique.

Si après avoir été agréé en qualité d'électeur, le citoyen non belge de l'Union européenne a déclaré par écrit auprès de la commune de sa résidence principale, renoncer à cette qualité, il ne peut réintroduire une nouvelle demande d'agrément comme électeur qu'après les élections communales en prévision desquelles il avait été inscrit en ladite qualité.

Bijlage 2. — Model van beslissing waarbij het college van burgemeester en schepenen de aanvraag erkent die de niet-Belgische burger van de Europese Unie moet indienen bij de gemeente van zijn hoofdverblijfplaats als hij wenst ingeschreven te worden op de kiezerslijst die opgesteld wordt voor de gemeenteraadsverkiezingen.

Gemeente.....

Administratief arrondissement

Het college van burgemeester en schepenen,

Gelet op de aanvraag tot inschrijving op de kiezerslijst die opgesteld wordt voor de gemeenteraadsverkiezingen, ingediend door (naam, voornamen en

volledig adres) op (datum van de indiening van de aanvraag);

Overwegende dat de betrokkene aan de kiesbevoegdheidsvoorwaarden voldoet om als kiezer deel te nemen aan de voormelde verkiezingen;

Overwegende dat de betrokkene ingeschreven is in de bevolkingsregisters van de gemeente en dat hij zijn aanvraag tijdig ingediend heeft (1),

Erkent de aanvraag tot inschrijving op de kiezerslijst, ingediend door de voormelde persoon (2) en (3).

..... (datum)

Vanwege het College :

De Secretaris,

(naam en handtekening)

De Burgemeester,

(naam en handtekening)

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 25 mei 1999.

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

Eindnoten (aan te brengen op de achterzijde of als bijlage van het formulier)

(1) De aanvraag moet onontvankelijk verklaard worden als zij ingediend werd tijdens de periode die begint op de dag waarop de kiezerslijst opgesteld wordt (1 augustus van het jaar waarin de gewone vernieuwing van de gemeenteraden plaatsvindt) en die verstrijkt op de dag van de verkiezing waarvoor de lijst opgesteld werd.

(2) Deze beslissing moet aan de betrokkene meegedeeld worden per bij de post aangetekende brief. De inschrijving die eruit voortvloeit moet bovendien vermeld worden in de bevolkingsregisters.

(3) Behalve tijdens de in eindnoot 1 bedoelde periode, kan elke persoon die als kiezer erkend is, schriftelijk bij de gemeente waar hij zijn hoofdverblijfplaats gevestigd heeft, verklaren dat hij afziet van die hoedanigheid.

De erkenning als kiezer blijft geldig zolang de betrokkene blijft voldoen aan de kiesbevoegdheidsvoorwaarden en hij niet afgezien heeft van zijn hoedanigheid van kiezer, ongeacht de gemeente van zijn verblijfplaats in België.

Als de niet-Belgische burger van de Europese Unie, na erkend te zijn als kiezer, bij de gemeente van zijn hoofdverblijfplaats schriftelijk verklaard heeft van die hoedanigheid af te zien, kan hij pas na de gemeenteraadsverkiezingen waarvoor hij in die hoedanigheid ingeschreven was, een nieuwe aanvraag tot erkenning als kiezer indienen.

Annexe 3. — Modèle de décision par laquelle le collège des bourgmestre et échevins refuse d'agréer la demande qu'a introduite le citoyen non belge de l'Union européenne auprès de la commune de sa résidence principale pour pouvoir être inscrit sur la liste des électeurs dressée en prévision des élections communales.

Commune de

Arrondissement administratif de

Le collège des bourgmestre et échevins,

Vu la demande d'inscription sur la liste des électeurs dressée en prévision des élections communales, introduite par (nom, prénoms et adresse complète) le (date de l'introduction de la demande);

Considérant que l'intéressé(e) ne satisfait pas à la (aux) condition(s) de l'électorat ci-après précisée(s) : (1)

.....

Refuse d'agréer la demande d'inscription sur la liste des électeurs introduite par la personne précitée (2) et (3).

Une nouvelle demande pourra être introduite aux mêmes fins dès que le motif justifiant le présent refus aura cessé d'exister.

Le (date)

Par le Collège :

Le Secrétaire

(nom et signature)

Le Bourgmestre,

(nom et signature)

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 25 mai 1999.

Le Ministre de l'Intérieur,
 L. VAN DEN BOSSCHE

Notes (à reproduire au verso ou à annexer au formulaire)

(1) Indiquer ici de manière circonstanciée le motif qui justifie le refus de la demande d'inscription.

(2) La présente décision de refus, dûment motivée, doit être notifiée à l'intéressé(e) par lettre recommandée à la poste.

(3) Le demandeur qui se voit notifier pareille décision de refus peut, dans les dix jours de cette notification, faire valoir ses objections éventuelles par lettre recommandée à la poste adressée au collège des bourgmestre et échevins. Le collège se prononce dans les huit jours de la réception de la réclamation et sa décision est immédiatement notifiée à l'intéressé par lettre recommandée à la poste.

Si le collège des bourgmestre et échevins maintient sa décision de refus, le demandeur peut interjeter appel de cette décision devant la Cour d'appel dans un délai de huit jours à compter de la notification visée à l'alinéa précédent.

L'appel est introduit par une requête remise au procureur général près la Cour d'appel. Celui-ci en informe aussitôt le collège des bourgmestre et échevins de la commune concernée.

Les parties disposent d'un délai de dix jours à dater de la remise de la requête pour déposer de nouvelles conclusions. Ce délai expiré, le procureur général envoie dans les deux jours le dossier, auquel sont jointes les nouvelles pièces ou conclusions, au greffier en chef de la Cour d'appel qui en accuse réception.

Pour le surplus, la procédure devant la Cour d'appel est réglée par les articles 28 à 39 du Code électoral.

Le dispositif de l'arrêt rendu par la Cour d'appel est notifié sans délai et par tous moyens, par les soins du ministère public, au collège des bourgmestre et échevins qui a rendu la décision dont appel et aux autres parties.

Exécution immédiate est donnée à l'arrêt au cas où celui-ci emporte reconnaissance de la qualité d'électeur dans le chef de l'appelant.

Il est statué sur le recours tant en l'absence qu'en la présence des parties. Les arrêts rendus par la Cour d'appel en cette matière sont réputés contradictoires et ne sont susceptibles d'aucun recours.

Bijlage 3. — Model van beslissing waarbij het college van burgemeester en schepenen weigert de aanvraag te erkennen die de niet-Belgische burger van de Europese Unie ingediend heeft bij de gemeente van zijn hoofdverblijfplaats om ingeschreven te worden op de kiezerslijst die opgesteld wordt voor de gemeenteraadsverkiezingen.

Gemeente

Administratief arrondissement

Het college van burgemeester en schepenen,

Gelet op de aanvraag tot inschrijving op de kiezerslijst die opgesteld wordt voor de gemeenteraadsverkiezingen, ingediend door (naam, voornamen en

volledig adres) op (datum van de indiening van de aanvraag);

Overwegende dat de betrokkene niet voldoet aan de hierna vermelde kiesbevoegdheidsvoorwaarde(n) : (1)

.....

.....

.....

Weigert de aanvraag tot inschrijving op de kiezerslijst, ingediend door de voormelde persoon (2) en (3) te erkennen.

Er kan een nieuwe aanvraag met hetzelfde doel ingediend worden van zodra het motief op grond waarvan deze aanvraag wordt geweigerd, opgehouden heeft te bestaan.

..... (datum)

Vanwege het College :

De Secretaris,

(naam en handtekening)

De Burgemeester,

(naam en handtekening)

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 25 mei 1999.

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

Eindnoten (aan te brengen op de achterzijde of als bijlage van het aanvraagformulier)

(1) Hier uitvoerig de redenen aangeven waarom de aanvraag tot inschrijving geweigerd mocht worden.

(2) Deze behoorlijk gemotiveerde beslissing tot weigering moet per bij de post aangetekende brief betekend worden aan de betrokkene.

(3) De aanvrager die een dergelijke beslissing tot weigering ontvangt, kan binnen tien dagen na deze betekening, zijn eventuele bezwaren per bij de post aangetekende brief bezorgen aan het college van burgemeester en schepenen. Het college doet binnen acht dagen na ontvangst van het bezwaarschrift uitspraak, en zijn beslissing wordt onmiddellijk per bij de post aangetekende brief meegedeeld aan de betrokkene.

Als het college van burgemeester en schepenen bij zijn beslissing tot weigering blijft, kan de aanvrager beroep aantekenen tegen deze beslissing voor het Hof van Beroep, binnen een termijn van acht dagen na de in het vorige lid bedoelde betekening.

Het beroep wordt ingediend door middel van een verzoekschrift dat bezorgd wordt aan de procureur-generaal van het Hof van Beroep. Hij brengt het college van burgemeester en schepenen van de betrokken gemeente daarvan zo snel mogelijk op de hoogte.

De partijen beschikken over een termijn van tien dagen vanaf de indiening van het verzoekschrift, om nieuwe conclusies in te dienen. Van zodra die termijn verstreken is, stuurt de procureur-generaal het dossier met de nieuwe stukken of conclusies, binnen twee dagen naar de hoofdgriffier van het Hof van Beroep, die daarvan ontvangst bericht.

Voor het overige wordt de procedure voor het Hof van Beroep geregeld door de artikelen 28 tot 39 van het Kieswetboek.

Het arrest wordt ingediend door middel van een verzoekschrift dat bezorgd wordt aan de procureur-generaal van het Hof van Beroep. Hij brengt het college van burgemeester en schepenen van de betrokken gemeente daarvan zo snel mogelijk op de hoogte.

Het arrest wordt onmiddellijk uitgevoerd ingeval het leidt tot de erkenning van de hoedanigheid van kiezer voor de eiser.

Er wordt uitspraak gedaan over het beroep, zowel bij afwezigheid als bij aanwezigheid van de partijen. De arresten die door het Hof van Beroep gewezen worden in die aangelegenheid, zijn geacht op tegenspraak te zijn gewezen, en er kan geen enkel beroep tegen ingesteld worden.